



PREFET DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des élections et de la police administrative

COMMUNE DE LAPENCHE

INSCRIPTION SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES MONUMENTS HISTORIQUES

AP n° 2012 356 . 005

Le préfet de Tarn-et-Garonne

VU la loi du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de ladite loi et modifié par les décrets n° 94-83 du 19 janvier 1994 et n° 2007-487 du 30 mars 2007 ;

VU l'avis de la commission départementale des objets mobiliers en date du 14 décembre 2012;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne,

ARRETE :

Article 1er - Les objets mobiliers ci-après désignés sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés parmi les monuments historiques :

propriété de l'église SAINT-ROBERT

- Buste de Saint-Robert, terre cuite, dorée et peinte, début XIX^e siècle PM82001755
- Buste de Saint-Eutrope, terre cuite, dorée et peinte, début XIX^e siècle PM82001756

propriété de l'église SAINTE-EULALIE DEL CANDE

- Ornement liturgique complet (chasuble, voile, manipule, étole, bourse), soie beige avec fleurs pourpre et galon argent, XVIII^e siècle. PM82001757
- Ornement liturgique complet (chasuble, voile, manipule, étole, bourse), lin blanc imprimé avec motifs de fleurs, galon doré, XVIII^e siècle. PM82001758

Article 2 – Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne, le maire de LAPENCHE , les affectataires concernés, le Directeur Départemental des Services d'Archives, le Conservateur des Antiquités et Objets d'Art, le Conservateur Régional des Monuments Historiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme sera adressée au Ministre de la Culture et de la Communication.

Fait à Montauban le 21 DEC. 2012

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur des Libertés Publiques
et des Collectivités Locales


Bernard FROBERT